DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

6 janvier 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.

- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.

- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.

- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.

- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

  idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 3 février 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
Page 12 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
Page 14 : déclarations préalables à l'embauche
Page 15 : évolution récente de l'intérim
Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle
Page 19 : procédures de licenciement collectif

Tableaux plus anciens
Tableaux mis à jour ce mois

Marché du travail

Par rapport à août 2016, le nombre de demandeurs de catégorie A (tenus de rechercher un emploi et sans activité) a fortement diminué en novembre 2016 : -2,2 % (soit -14 800 demandeurs) contre -3,1 % au niveau national.

Cependant, cette baisse s'explique en grande partie par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi, notamment vers la catégorie D (en formation) avec une hausse de +30,2 % en trois mois, soit + 12 000 demandeurs, et vers les catégories B et C (ayant exercé une activité réduite) qui progressent de +2,1%.

Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C atteint 963 880, après une hausse de +0,3 % par rapport au mois précèdent. Sur trois mois ces catégories sont toutefois en baisse : -0,9 % contre -0,8 % pour la France métropolitaine.

Sur plusieurs mois, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région francilienne diminue fortement : -6,3 % sur trois mois, soit -6 300 demandeurs en moins, la plus forte diminution depuis plus de 15 ans. A l'inverse, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en constante hausse (+4,8 % sur un an).

Les dynamiques sont différentes suivant les départements : en catégorie A, B et C, l'ensemble des départements franciliens enregistrent des baisses sur trois mois, variant de -0,1 % en Essonne à -1,8 % pour le Val-d'Oise.

Au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % de la population active, en diminution de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2016. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine. Il reste supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008, même si un mouvement de baisse semble amorcé.

Emploi

Au deuxième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

Les activités de production artistique et du spectacle et l'hébergement ont un nombre de DPAE en baisse par rapport à 2015.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au deuxième trimestre en Île-de-France (+0,3% par rapport au premier trimestre), toujours soutenu par les services marchands.

Après avoir progressé en fin d'année 2015 et en début d'année 2016, l'intérim montre en revanche des signes de ralentissement au deuxième trimestre, en particulier dans les principaux secteurs industriels.

Mutations économiques

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est, depuis le début de l'année, très inférieur au niveau de 2015. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif.

24 PSE ont été initiés en novembre, menaçant environ 1 600 emplois, en forte baisse par rapport à septembre et octobre, mois très marqués par de grosses procédures. L'industrie pharmaceutique et l'imprimerie restent les secteurs fortement touchés par prévisions de licenciements.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2016

Novembre 2016	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	662 930	3 447 000	**-0,5**	-0,9	**-2,2**	-3,1	**-2,2**	-3,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	963 880	5 475 800	**0,3**	0,3	**-0,9**	-0,8	**0,2**	0,5

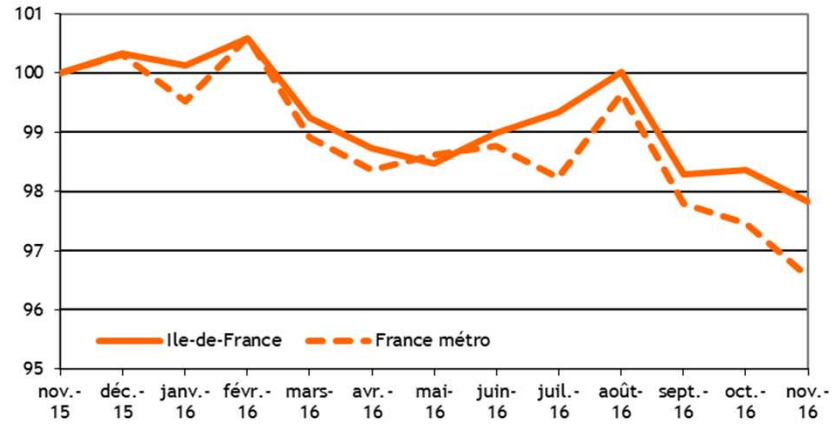
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs de catégorie A a fortement diminué en Ile-de-France, mais cette baisse reste inférieure à celle enregistrée au niveau national : -2,2 % (soit -14 800 demandeurs) contre -3,1 % pour la France métropolitaine. Alors que les évolutions étaient plutôt similaires au cours des premiers mois de 2016, l'écart pour la catégorie A semble se creuser notamment au cours des 3 derniers mois. Sur le dernier mois on observe une baisse de -0,5 % (-0,9 % au niveau national).

Cependant, cette forte baisse enregistrée en catégorie A s'explique en grande partie par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Ainsi, les demandeurs en catégorie D (en formation) progressent de +30,2 % en trois mois (+ 12 000 demandeurs entre août et novembre) et les demandeurs en catégories B et C (ayant exercé une activité réduite) augmentent de +2,1% sur trois mois, à un rythme qui reste toutefois inférieur au niveau national (+3,4 %).

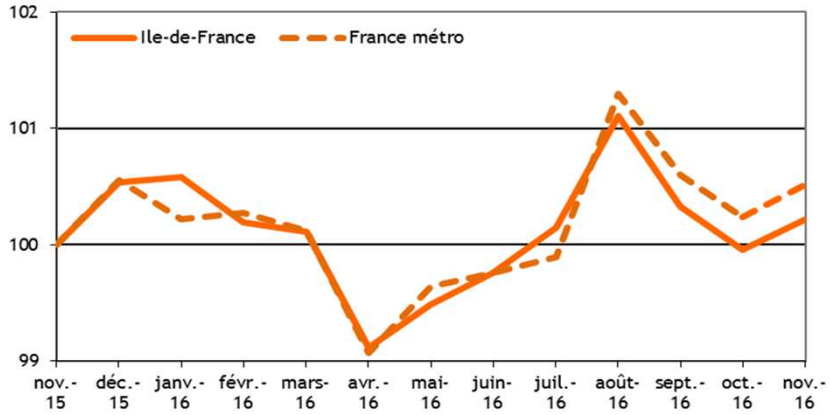
En prenant en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B et C), la région est en légère hausse (+0,3 %) mais reste en baisse sur trois mois (-0,9 %) et stable sur un an (+0,2%). Pour ces catégories, les évolutions sont très similaires au niveau national.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en novembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en novembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département) à la fin du mois de novembre 2016

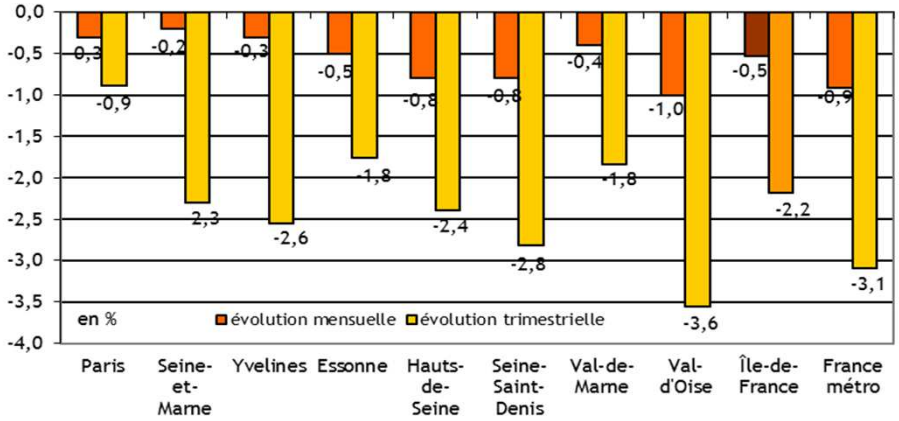
Données CVS-CJO Novembre 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	132 220	-0,3	-0,9	200 540	0,3	-0,6
Seine-et-Marne	65 420	-0,2	-2,3	98 020	0,6	-0,5
Yvelines	64 100	-0,3	-2,6	93 520	0,6	-1,2
Essonne	58 560	-0,5	-1,8	87 330	0,5	-0,1
Hauts-de-Seine	78 800	-0,8	-2,4	112 480	-0,1	-1,4
Seine-Saint-Denis	118 420	-0,8	-2,8	165 020	0,1	-0,8
Val-de-Marne	74 940	-0,4	-1,8	106 150	0,2	-0,8
Val-d'Oise	70 470	-1,0	-3,6	100 820	0,1	-1,8
Île-de-France	**662 930**	**-0,5**	**-2,2**	**963 880**	**0,3**	**-0,9**
France métropolitaine	3 447 000	-0,9	-3,1	5 475 800	0,3	-0,8

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'ensemble des départements franciliens enregistrent des diminutions en catégorie A, que ce soit sur le mois de novembre ou bien sur plus longue période. Ainsi, entre octobre et novembre la baisse varie de -0,2 % pour l'Essonne à -1,0 % pour le Val d'Oise, et sur les trois derniers mois de -0,9 % à Paris à -3,6 % pour le Val d'Oise.

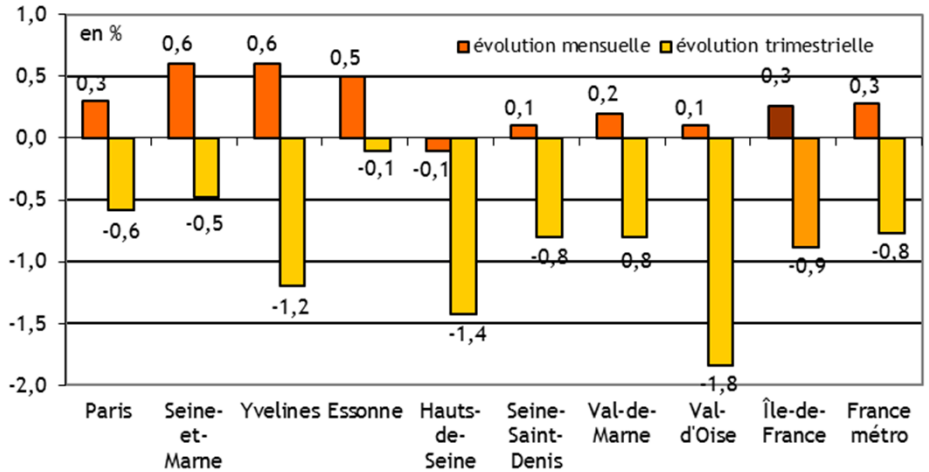
En catégorie ABC, hormis les Hauts-de-Seine (-0,1 %), l'ensemble des départements franciliens enregistrent des hausses entre octobre et novembre, avec des amplitudes assez proches de l'Ile-de-France (autour de +0,3 %). Toutefois, sur trois mois, comme le niveau régional, l'ensemble des départements est en baisse, variant de -0,1 % en Essonne à -1,8 % pour le Val-d'Oise. Sur un an, les évolutions sont très différentes : de fortes hausses pour les Yvelines et l'Essonne (resp. +2,4 % et +1,9 %) et des baisses dans les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise (-1,5 % et -0,9 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

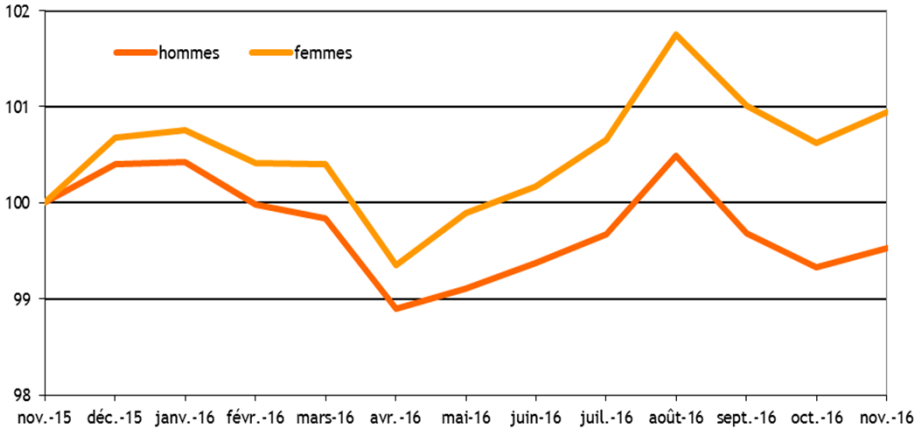
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de novembre 2016

En catégorie ABC, sur les trois derniers mois, la demande d'emploi a diminué de -1,0 % pour les hommes et de -0,8 % pour les femmes. Au niveau national, les évolutions sur trois mois sont assez proches (-0,8 % pour les hommes et-0,7 % pour les femmes).

Sur un an, la demande d'emploi des femmes a progressé (+0,9%) et celle des hommes est en légère diminution (-0,5 %), augmentant légèrement l'écart, qui a commencé à apparaître au second semestre 2015, autour de 1,6 point (1,4 point au niveau national).

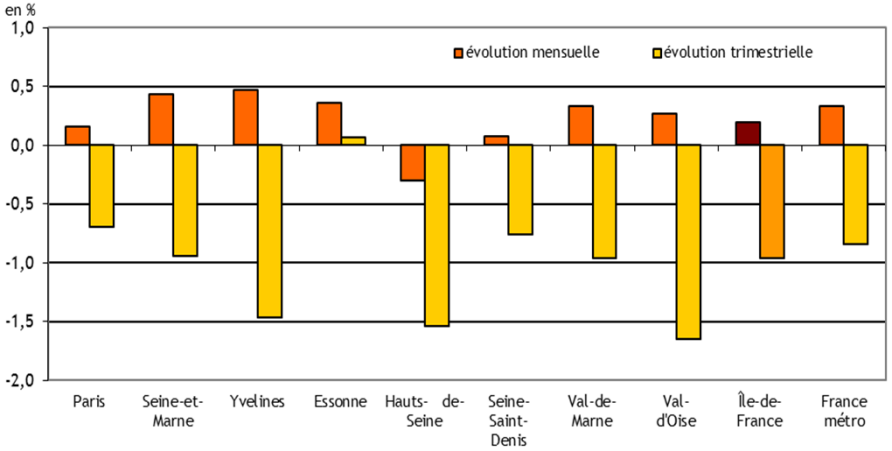
L'évolution de la demande d'emploi ces derniers mois est sensiblement plus dégradée pour les femmes en Seine-et-Marne et dans les Yvelines, contrairement à l'Essonne ou la demande d'emploi des hommes augmente tandis que celle des femmes baisse (resp. +0,1 % et -0,3 % sur trois mois).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe
(Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 novembre 2015)



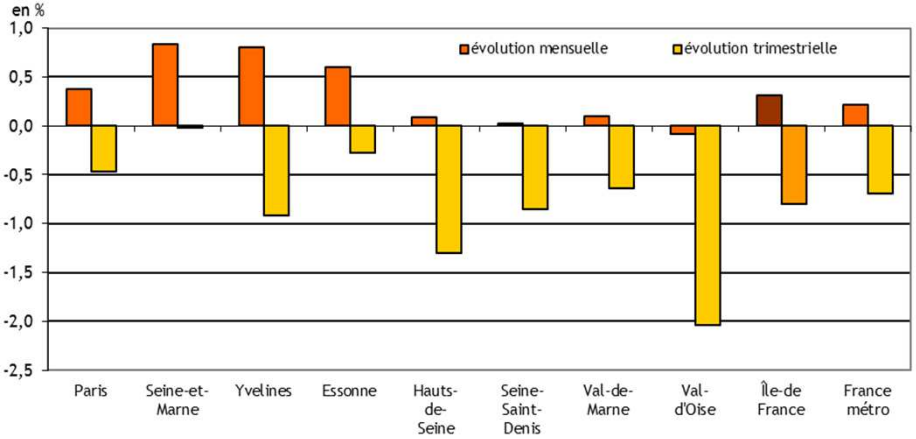
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

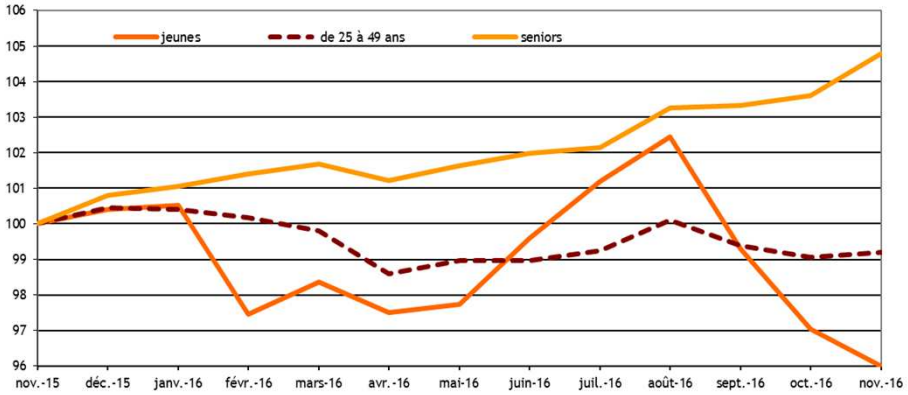
Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de novembre 2016

Suivant les classes d'âge, les évolutions sont différentes : les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en constante hausse, a contrario des plus jeunes en forte baisse.

Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont enregistré une très forte baisse sur trois mois : -6,3 %, soit -6 300 demandeurs en moins, la plus forte diminution depuis plus de 15 ans. Au niveau national, le recul est moins important (-5,5 %). Les jeunes retrouvent ainsi le même niveau que quatre ans plus tôt, mais restent assez loin du niveau de novembre 2011 (94 000 contre 85 900 cinq ans plus tôt). L'ensemble des départements est concerné par cette baisse, en particulier les Yvelines et les Hauts-de-Seine.

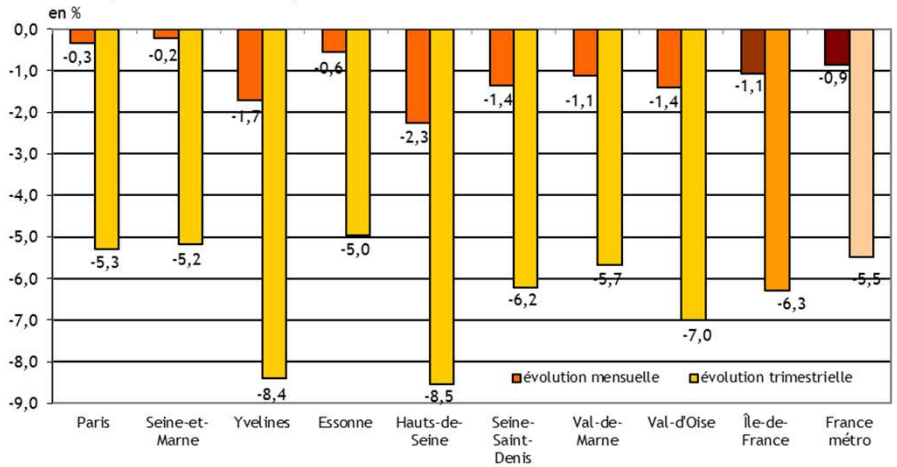
A l'opposé, la demande d'emploi des plus de 50 ans continue d'augmenter : +1,5 % sur trois mois, contre +1,8 % au niveau national. Sur un an, la hausse est identique à celle de la France métropolitaine (+4,8 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 Novembre 2015)



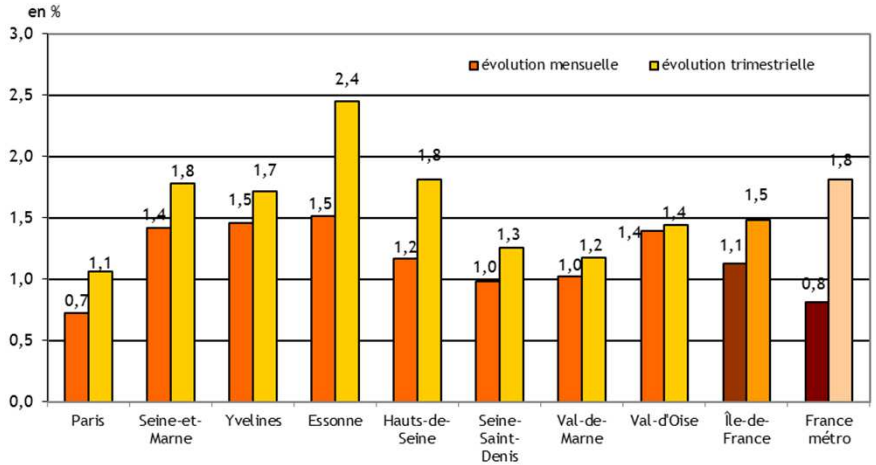
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de séniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de novembre 2016

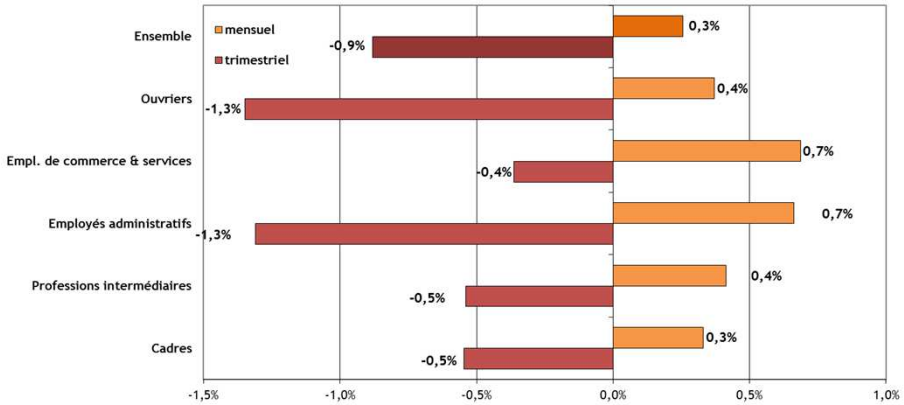
Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février à plus de 5 800 en novembre. Ce mois-ci, cela influe à la hausse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 7 200 à 5 800 entre août et novembre 2016.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi baisse pour l'ensemble des catégories professionnelles, bien que cette baisse soit probablement légèrement surestimée : le nombre de demandeurs d'emploi recule de -0,9 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C tandis que la baisse est de -0,7 % pour l'ensemble des catégories hors non renseignés. L'évolution montre cependant une baisse plus marquée pour les employés administratifs et les ouvriers (-1,3% sur trois mois), contrairement aux employés de commerce et de services (-0,4 %).

Hormis pour « communication/information/spectacle », qui enregistre une hausse de la demande d'emploi de +0,2 % sur trois mois, l'ensemble des domaines professionnels est en baisse. En particulier, le repli reste important dans la maintenance (-2,3 %) et le bâtiment (-2,0 %). Il est plus modéré dans l'hôtellerie / restauration (-0,2 %).

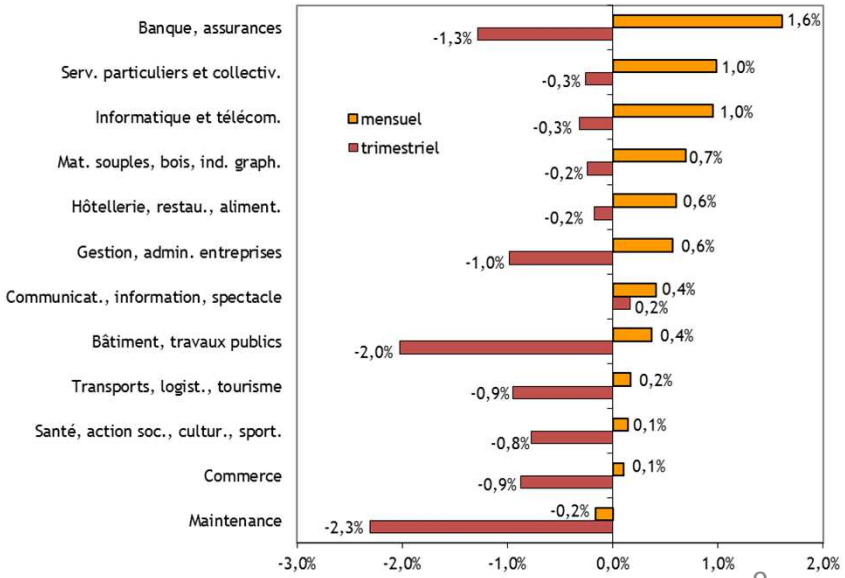
** La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de novembre 2016

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,2%	10,5%	11,3%	10,1%	11,9%	16,4%	12,4%	12,5%	12,7%	13,3%

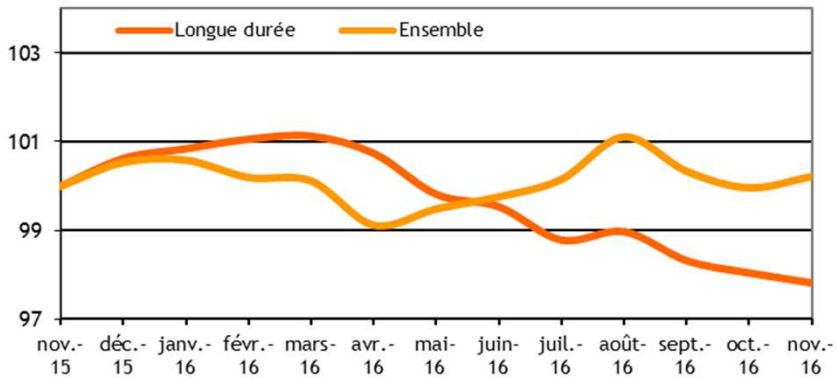
Sources : Dares / Pôle emploi – données brutes

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a baissé de -1,2 % sur trois mois, alors qu'au niveau national, on observe une stabilité (+0,0 %). Cette baisse est toujours en partie liée au nombre anormal de défauts d'actualisation en avril : la sortie en avril suivie d'une réinscription les mois suivants a réinitialisé le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés. Toutefois, la demande d'emploi de longue durée n'avait que très légèrement augmenté sur le premier trimestre de l'année.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est légèrement inférieure à celle du niveau national (12,7 % contre 13,3 %). La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse pour l'Essonne.

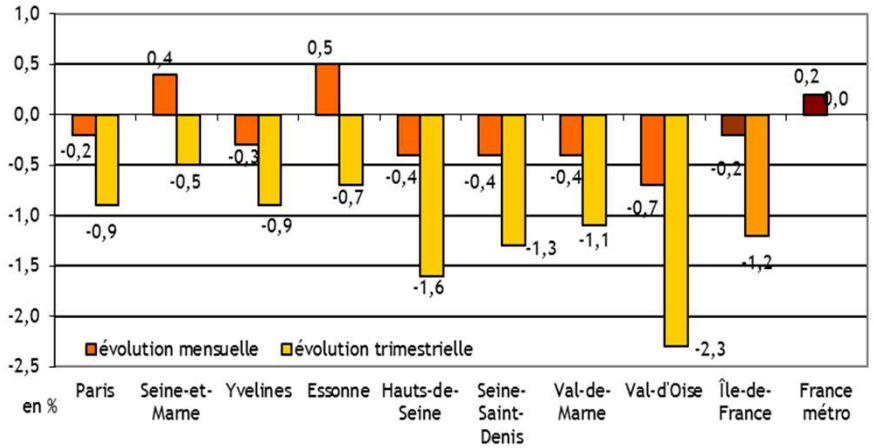
Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 novembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois de novembre 2016

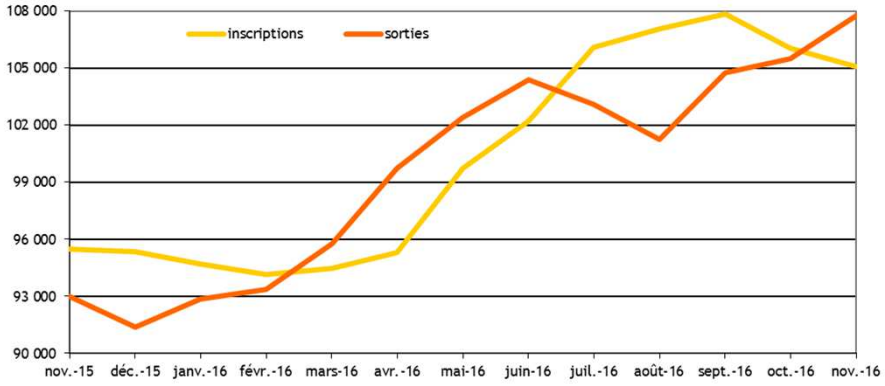
Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif des entrées.

Les évolutions mensuelles de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation sont heurtées depuis plusieurs mois, ce qui affecte, à la hausse ou à la baisse selon les mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. Ceci pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre de jours ouvrés dans la période d'actualisation suite au changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016. Il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

En novembre 2016, le nombre de sorties de catégorie A, B et C pour défaut d'actualisation a retrouvé un niveau plus habituel, après avoir enregistré une baisse singulièrement forte en août 2016. Sur trois mois glissants, incluant ce mois d'août de forte baisse, le nombre de sorties est en très forte hausse (+6,4%). Le motif de défaut d'actualisation représentant 42% du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Toutefois, on peut noter que les entrées en stage augmentent fortement avec une moyenne de plus de 14 500 sorties pour ce motif sur les trois derniers mois, liée à l'application du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ».

Le nombre d'entrées est en baisse sur trois mois glissants : -1,8 %. Les entrées pour motifs « reprise d'activité » sont toujours en hausse, mais à un rythme moins soutenu que les mois précédents. A l'inverse, les entrées pour « fin de CDD » ou « fin de missions d'intérim » sont en fortes baisses.

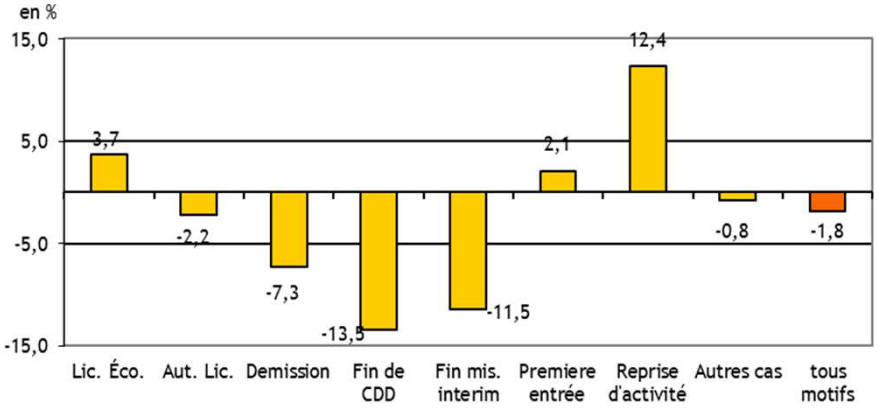
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissment : Divers évènements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Le taux de chômage au 2ème trimestre 2016

Au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,6 % au 2ème trimestre 2016.

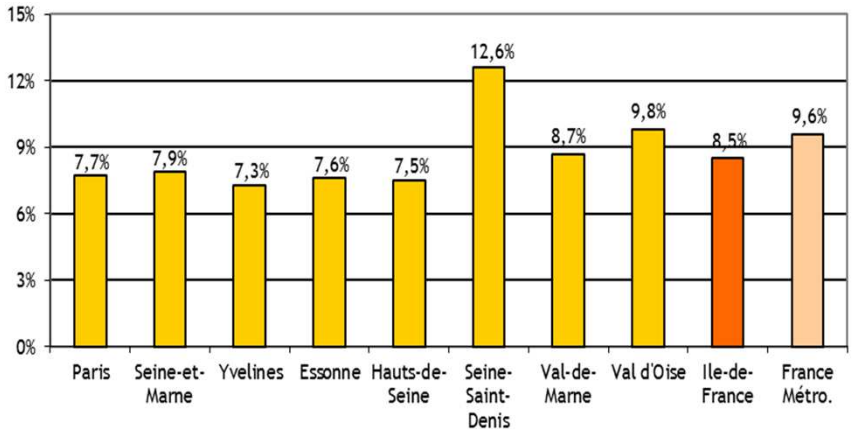
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,5 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,2 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,8 points de plus qu'au T1 2008. Après une période de stabilité depuis 2013 on peut voir l'amorce d'un mouvement de baisse.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,6%, a vu son taux de chômage reculer de 0,4 point par rapport au trimestre précédent et de 0,7 point sur un an.

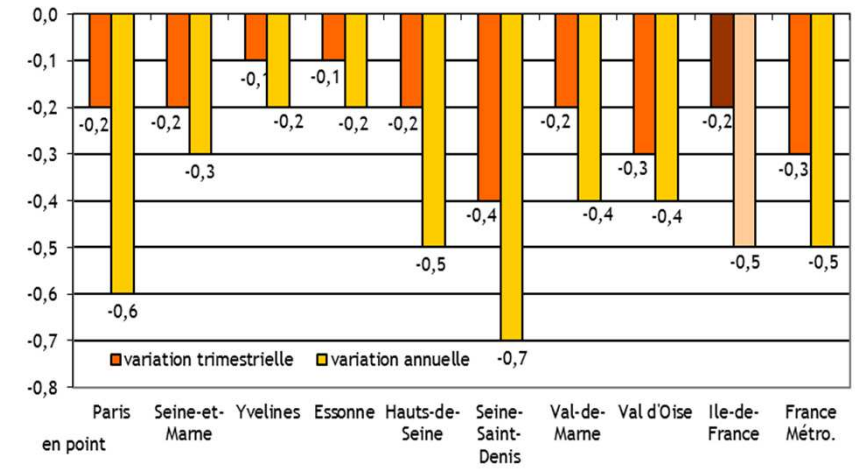
Il a au contraire très peu baissé dans les Yvelines et dans l'Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2016 (données CVS)

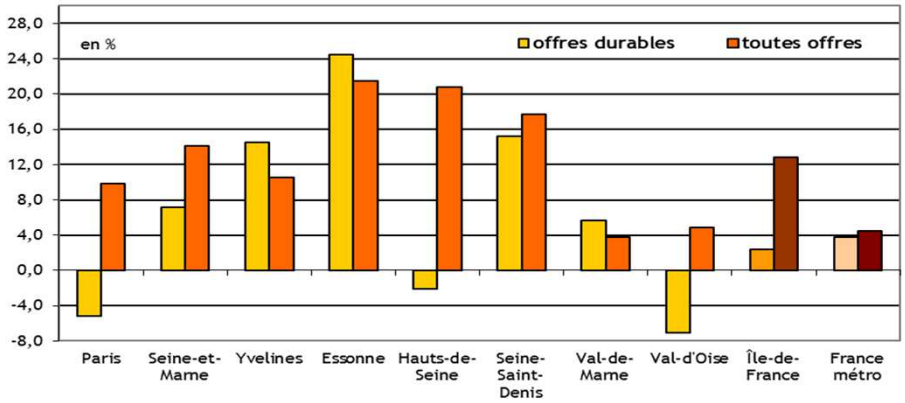


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin novembre 2016

En novembre 2016, 50 800 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 31 800 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

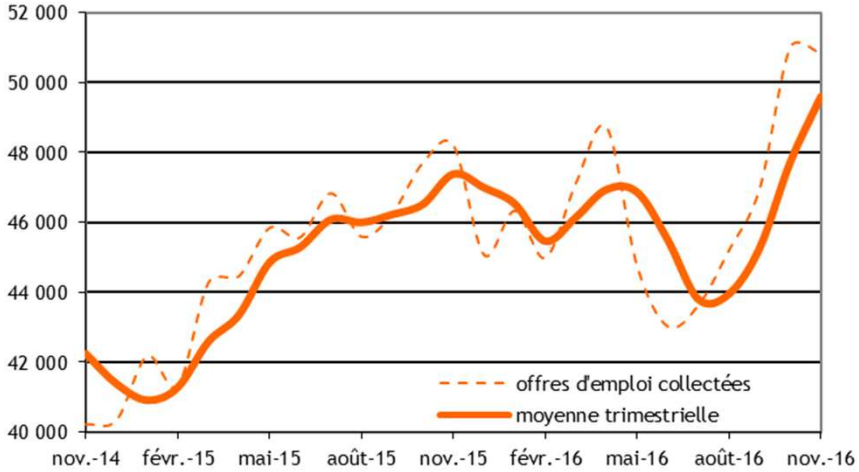


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées en Ile-de-France est en nette hausse (+12,8 %), alors que la progression des offres durables est plus modérée (+2,4 %). En France métropolitaine, les offres augmentent moins qu'en Ile-de-France (+4,5 %), à l'inverse des offres durables (+3,8 %).

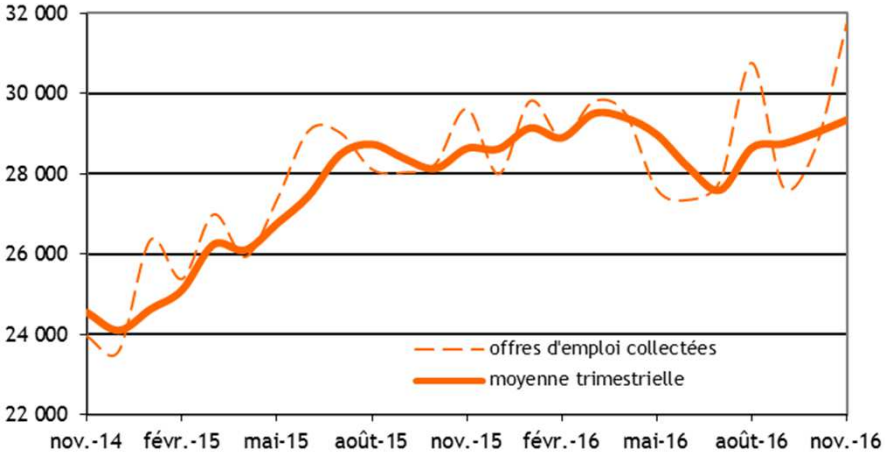
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région sont également en hausse (+4,7 %), tout comme les offres durables (+2,5 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis novembre 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis novembre 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au deuxième trimestre 2016

Plus de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2016 en Île-de-France, dont près de 320 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2016 (par rapport au deuxième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+5,9 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +9,0 %).

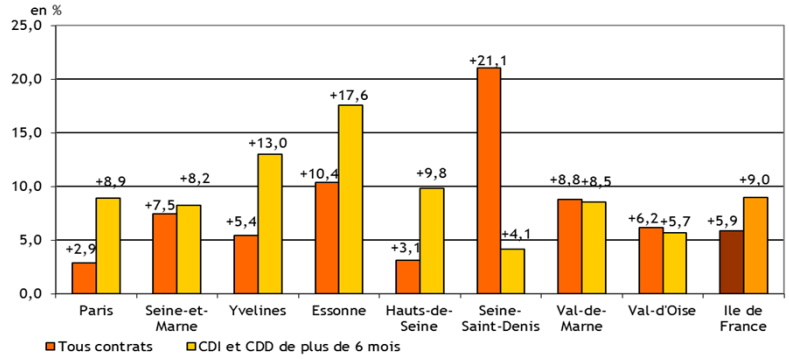
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle des DPAE très importante (respectivement 21,1 % et 10,4 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris (2,9 %) et les Hauts-de-Seine (+3,1 %).

Pour les embauches en CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et l'Essonne progressent fortement (respectivement de 13,0 % et 17,6 %). La Seine-Saint-Denis connaît paradoxalement une faible croissance des contrats durables (+ 4,1 %).

La recherche-développement scientifique et l'enseignement sont les secteurs d'activité qui affichent les plus fortes augmentations des DPAE en contrats durables (respectivement + 96,4 % et +45,3 %).

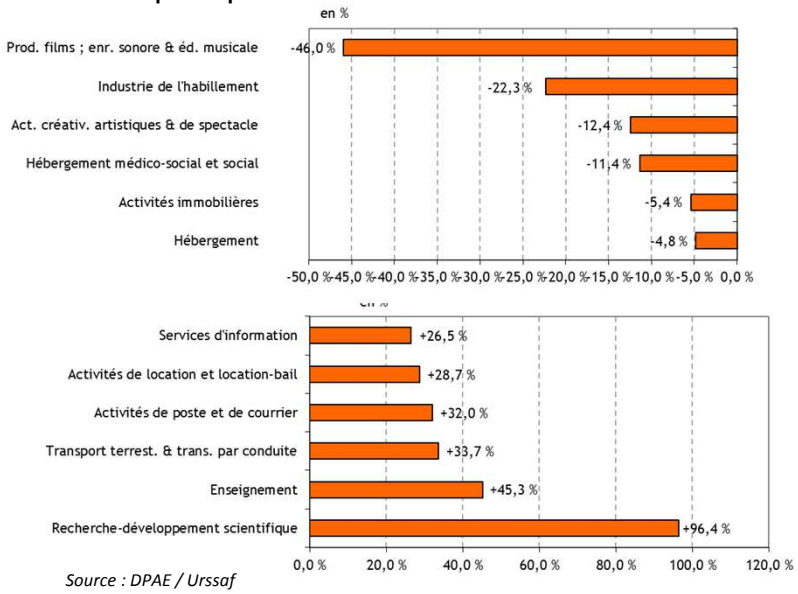
La production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale a connu la baisse la plus importante (-46,0 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département
(2e trim. 2016 – 2e trim. 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin septembre 2016

Près de 280 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de septembre 2016 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 100 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

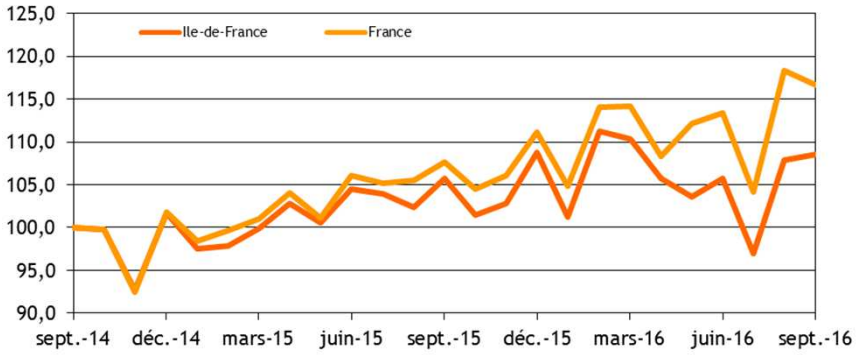
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a légèrement progressé par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur le 3ème trimestre 2016, le nombre d'intérimaires est en légère baisse : -0,5 % par rapport au 2ème trimestre 2016 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en forte baisse : -5,7% pour le nombre d'EETP par rapport au 2ème trimestre 2016, notamment dans les industries agro-alimentaires et la métallurgie (resp. -15,7 % et -9,2 %. Le repli est moins important dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets (-1,6 %).

L'activité intérimaire dans la construction enregistre une légère augmentation (+1,6 %), confirmant les hausses des deux trimestres précédents.

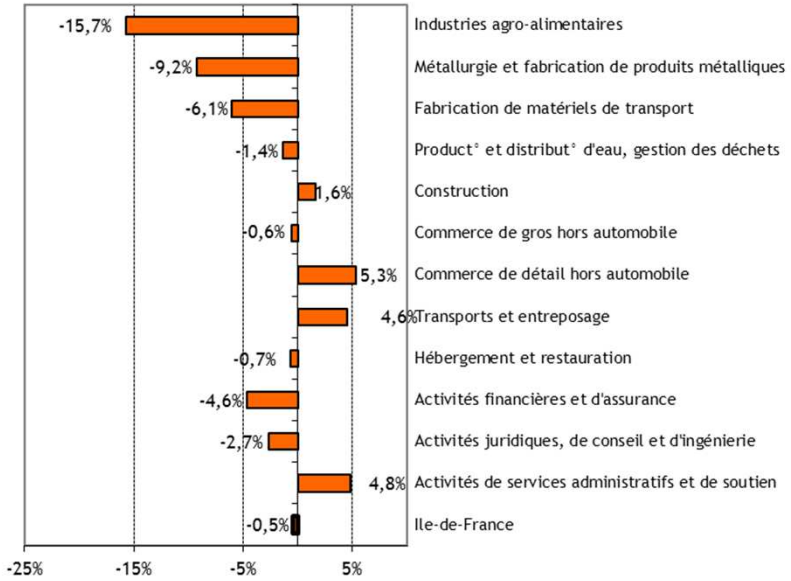
L'intérim est en légère hausse dans le tertiaire ce trimestre, après plusieurs mois de baisse (+0,9 % par rapport au 2ème trimestre 2016), mais avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités : des hausses dans le commerce de détail, les activités de services administratifs et le transport / entreposage (resp. +5,3 %, +4,8 % et +4,6 %) et des reculs dans les activités financières et les activités de conseil et d'ingénierie (resp. -4,6 % et -2,7 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin septembre 2014)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 2ème trimestre 2016

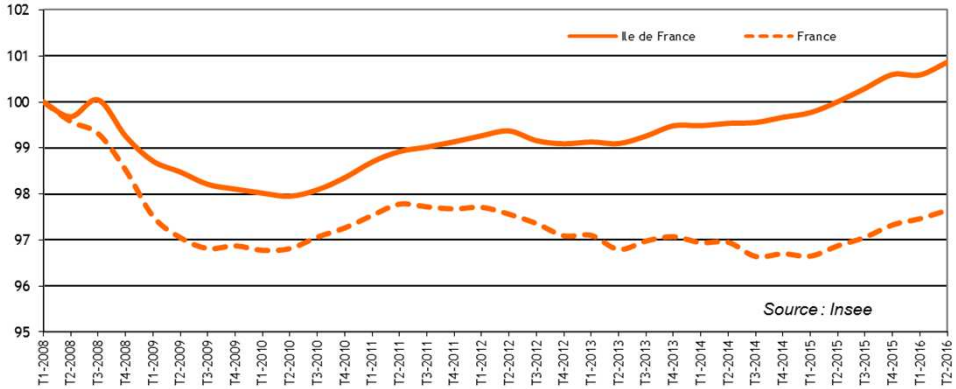
Au deuxième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,3 % (soit +11 400 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,2 % (+29 500 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en hausse de 0,9 % (soit +35 200 emplois). Il confirme ainsi la tendance à la hausse, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au deuxième trimestre 2016 les départements qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (l'Essonne, les Hauts-de-Seine et Paris) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent; de leur côté, les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne observent des diminutions.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Seine-et-Marne et en Essonne (+5 000 emplois chacun environ) tandis que la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et les Yvelines affichent des augmentations très modérées. Le Val-d'Oise observe une hausse importante relativement à sa taille. C'est cependant Paris qui contribue en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 17 000 emplois en plus depuis le deuxième trimestre 2015. Le Val-de-Marne perd des emplois.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1e trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 302 565	7 237	0,6	17 048	1,3
Seine-et-Marne	309 159	-270	-0,1	5 089	1,7
Yvelines	364 781	-2 189	-0,6	547	0,2
Essonne	304 219	2 215	0,7	4 878	1,6
Hauts-de-Seine	820 689	6 754	0,8	3 650	0,4
Seine-Saint-Denis	402 241	-1 752	-0,4	2 384	0,6
Val-de-Marne	356 294	-1 263	-0,4	-1 248	-0,3
Val-d'Oise	265 726	659	0,2	2 836	1,1
Ile-de-France	**4 125 673**	**11 392**	**0,3**	**35 184**	**0,9**
France métropolitaine	**15 572 300**	**29 500**	**0,2**	**123 500**	**0,8**

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au 2ème trimestre 2016

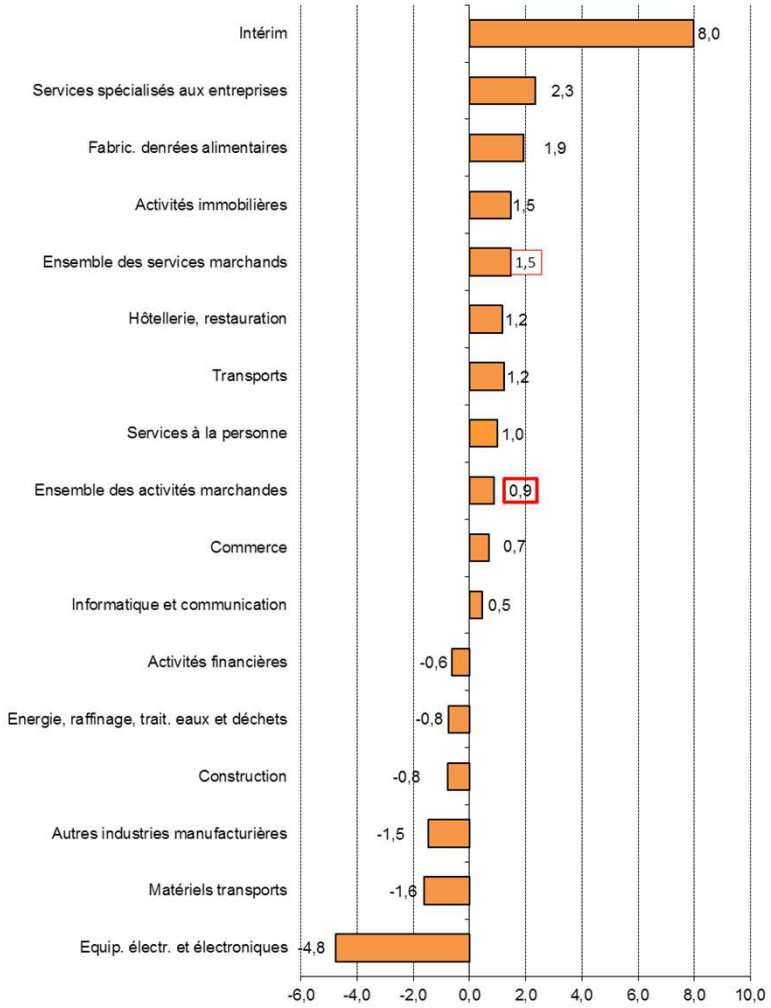
Au deuxième trimestre 2016, l'emploi continue de diminuer dans l'industrie (1 000 emplois, soit -0,2 %) et reste à peu près stable dans la construction (-200 emplois, -0,1 %) et le commerce (-0,0 %, -200 emplois). Les services marchands (+0,5 %, +12 900 emplois) ont continué de progresser.

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,5 % dans l'industrie et de 0,8 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités sauf celui des denrées alimentaires, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 0,7 % (+4 900 emplois), un peu ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,5 % (+39 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre (+2,2%) mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 8,0 %. Tous les autres secteurs d'activités des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, les services spécialisés aux entreprises ont connu la plus forte croissance hors secteur intérimaire (+2,3 %, soit +21 400 emplois), suivis par les activités immobilières (+1,5 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2ème trimestre 2015 et le 2ème trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



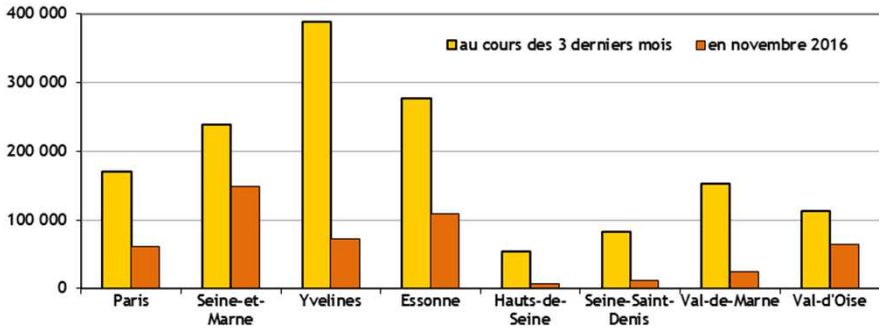
Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en novembre 2016

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en novembre	96	26	17	19	9	3	10	5	7
cumul 2016	1166	264	145	192	144	70	105	96	150
cumul **2015** (janvier-novembre)	1434	207	216	206	189	121	145	140	210
Heures associées en novembre	497 774	61693	149 151	71795	108 290	6 729	11800	24 308	64 008
cumul 2016	6 522 228	520 154	822 495	2 147 061	992 655	456 352	285 074	521298	777 138
cumul **2015** (janvier-novembre)	7 795 176	326 331	1226 599	1789 669	1125 962	875 102	555 567	979 689	916 258
Evolution	-16,3%	59,4%	-32,9%	20,0%	-11,8%	-47,9%	-48,7%	-46,8%	-15,2%

Heures autorisées par département



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

En novembre 2016, 96 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 497 800 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en baisse de près de 15 % par rapport au mois précédent.

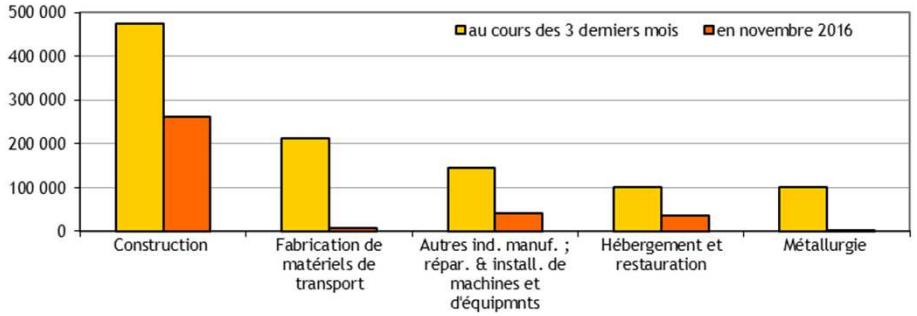
Le secteur de la construction cumule à lui seul plus de la moitié des heures demandées ce mois-ci dans la région, qui sont principalement concentrées dans les départements de la Seine-et-Marne, l'Essonne, et le Val-d'Oise.

Ces trois départements regroupent par ailleurs près de deux tiers des heures d'activité partielle autorisées en novembre dernier.

Les Yvelines sont le quatrième département le plus touché avec 14 % des heures autorisées ce mois-ci, soit 71 800 heures réparties en 19 demandes.

Plus de la moitié des heures autorisées à Paris concerne le secteur de l'hébergement-restauration.

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Les plans de sauvegarde de l'emploi en novembre 2016

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en novembre	24	4	1	0	3	7	1	2	1	5
Cumul 2016	293	77	11	16	14	96	18	18	17	26
Cumul 2015 (janvier à novembre)	293	91	14	25	14	80	25	17	18	9
Salariés concernés	1593	509	9	21	173	523	121	214	23	/
Cumul 2016	21102	4 564	532	2 572	1909	6 623	3 055	1042	805	/
Cumul 2015 (janvier à novembre)	19 192	4 254	718	2 157	1012	6 608	2 181	1257	1005	/
Evolution	10%	7%	-26%	19%	89%	0%	40%	-17%	-20%	/

En novembre 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 24 plans de sauvegarde de l'emploi. Il y a eu 1 593 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois.

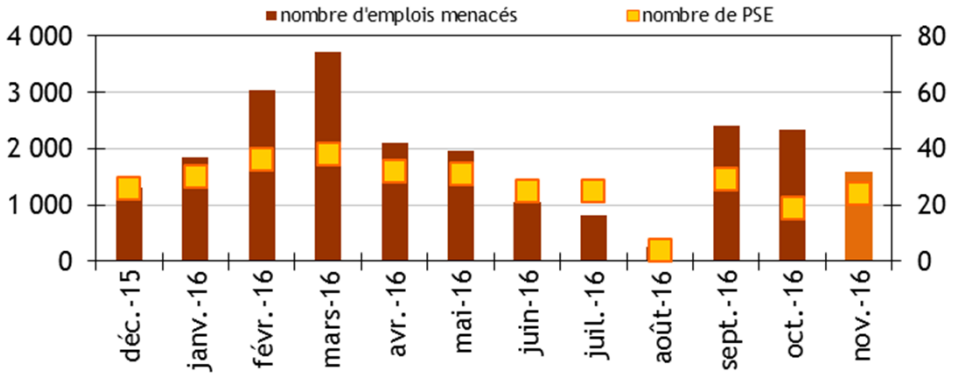
Après les chiffres élevés constatés en septembre et octobre, le nombre d'emplois menacés est légèrement inférieur à la moyenne constatée sur les 12 derniers mois.

Ce mois-ci, les menaces de suppression d'emplois dans le cadre de PSE touchent principalement les départements de Paris et de la petite couronne. Un seul département de la grande couronne est véritablement affecté, l'Essonne. Les autres ne subissent que très peu de menaces.

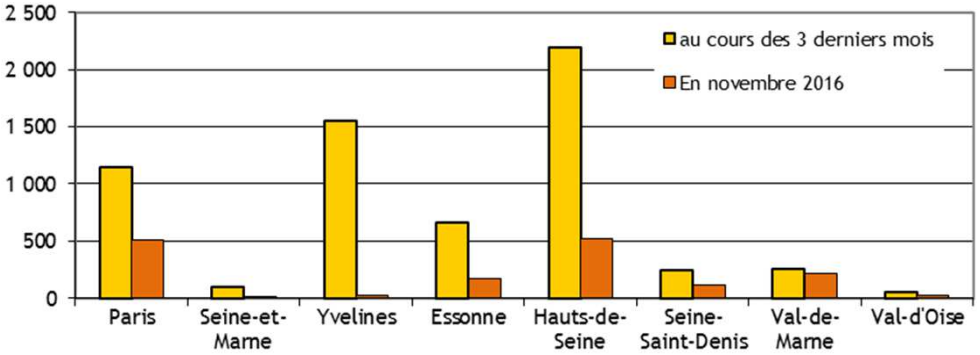
Les secteurs qui menacent le plus de postes en proportion de leur emploi local sont l'industrie pharmaceutique et les imprimeries. Ces deux secteurs ont perdu beaucoup d'emplois dans la région ces dernières années et cette tendance ne s'inverse pas.

Le commerce est le troisième secteur le plus affecté en proportion de son emploi local. Son poids dans l'économie en fait en outre le secteur qui menace le plus grand nombre d'emplois en chiffres bruts.

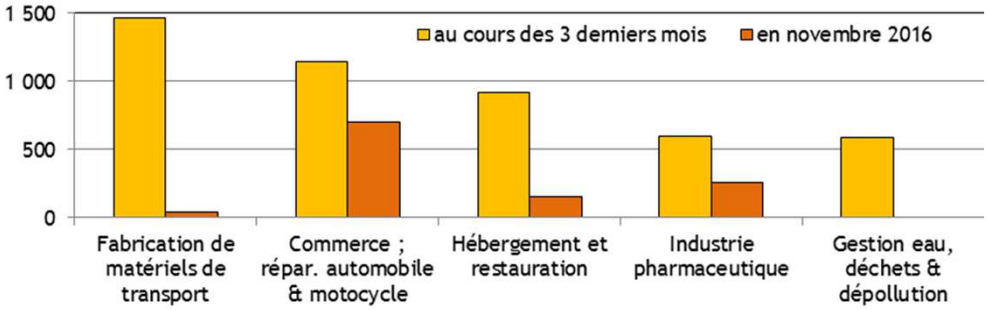
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese

DIRECCTE ÎLE-DE-FRANCE Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Directrice de publication : Corinne Cherubini
Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr
Conception graphique : Emmanuelle Seguin
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr